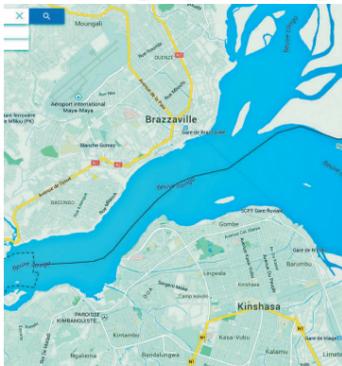


RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4087 - JEUDI 23 SEPTEMBRE 2021

76^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Félix Tshisekedi confirme la tenue des élections en 2023

Au sujet des élections, le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, a été clair. Sans ambages, ni détours, il a confirmé qu'il y aura bel et bien élections libres, démocratiques et transparentes en 2023. Ceci ne sera possible qu'avec la paix, a-t-il martelé dans son discours le 21 septembre, au premier jour de la 76^e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU). Le chef de l'Etat a souligné l'importance que revêt un climat de paix et de sécurité dans le progrès des nations et, surtout, dans l'organisation des élections. Le peuple congolais, a-t-il dit, « a besoin de la paix et de la sécurité pour sa prospérité et la construction de sa démocratie encore fragile ».

Page 3

9^E JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Participation incertaine de la RDC

Des athlètes lors des 8^e jeux de la francophonie

Le dossier de la participation culturelle de la République démocratique du Congo (RDC) aux neuvièmes Jeux de la francophonie s'enlise, au point de susciter des inquiétudes dans le chef des opérateurs culturels.

Les récents changements opérés à la tête du ministère de la

Culture semblent avoir définitivement annihilé les chances du pays hôte à présenter un dossier conforme dans le délai. Le dossier transmis au ministère de tutelle par le comité chargé de la préparation culturelle de la RDC à ces jeux ne connaît aucune avancée significative.

Page 4

SANTÉ PUBLIQUE

Le ministre Jean-Jacques Mbungani à l'école du leadership

Page 4

ASSASSINAT DE CHEBEYA ET FIDÈLE BAZANA

La FBCP salue les efforts de la justice congolaise

LONG la Fondation Bill-Clin-ton pour la paix (FBCP) a salué les efforts menés par la justice congolaise dans le dossier du double assassinat du directeur exécutif de la Voix des sans-voix pour les droits de l'homme, Floribert Chebeya, et son chauffeur, Fidèle Bazana.

Le président de cette organisation, Emmanuel Adu Cole, qui suit de très près ce dossier, en appelle à la justice congolaise afin de continuer à travailler pour le bien du peuple congolais tout en exhortant à la poursuite de toutes les personnes impliquées dans ce crime.

Page 2



Emmanuel Adu Cole

DROITS DE L'ENFANT

Ketsia Passou et Emmanuel Jidisa désormais défenseurs de la jeunesse



Ketsia Passou et Emmanuel Jidisa/DR

Dans leur nouveau rôle, Ketsia Passou (17 ans) et Emmanuel Jidisa (14 ans) soutiendront le travail du Fonds des Nations unies pour l'enfance en RDC pour faire avancer les droits de l'enfant, promouvoir la participation des jeunes au processus décisionnel et faire entendre la voix des plus jeunes, notamment pour la cause climatique et les enjeux environnementaux dans le pays. A travers leur engagement, ils sont déterminés à militer pour le respect des droits des enfants car, ont-ils soutenu, bien souvent, la voix des jeunes n'est pas prise en compte dans les grandes décisions les concernant.

Page 3

ÉDITORIAL

«Génie» du siècle

Y a-t-il une voix faite pour chanter pour le grand public ? La question mérite d'être posée en référence à l'artiste-musicien Chairman Jacques Koyo qui nous a quittés à l'âge de 71 ans, à Brazzaville, et repose pour l'éternité, depuis mardi 21 septembre, au cimetière du Centre-ville. Il était venu à la chanson en accrochant définitivement son kimono de maître karatéka. Là, il n'était plus le Diable rouge, ceinture noire, mais un Alanga nzembo. En lingala, l'homme ou la femme qui fait de la musique son gagne-pain.

Révéillé à la fin des années 80 du siècle dernier, Jacques Koyo c'était aussi cette voix rauque à la Jacob Desvarieux, à laquelle on ne donne pas d'émblée beaucoup d'avenir en musique mais qui finit par se faire aimer. Chairman avait plus d'une corde à son arc. Il s'est distingué des autres compositeurs en enrichissant une trouvaille musicale congolo-congolaise nourrie depuis toujours à la mamelle de l'insupportable rumba.

La danse « Engondza » qu'il introduit est tirée des arcanes du folklore de chez lui, dans la vaste Cuvette congolaise. Un jeu de bras ramenés en alternance vers soi et lancés en avant, les deux pieds pris dans le même mouvement, le danseur, tête tournée à gauche, à droite, donnant à se recourber sur lui-même, le rythme Engondza a égayé au-delà des frontières nationales. Son géniteur a récolté les fruits de son triomphe au point d'être imité par une grande vedette comme Koffi Olomide, peu élogieux au tout début sur la carrière du Chairman.

A mesure qu'il montait en « grade », si on peut dire, Jacques Koyo alignait titres et petits noms : Révélation de l'année, Meilleur chanteur, Meilleure vedette, Génie du siècle, Paka-Paka, Bulldozer, Dinosaur. Sans jamais se laisser impressionner par qui que ce soit, la langue rarement enfouie dans la poche, en homme libre, il disait et chantait pour le bonheur de ses fans.

On se souviendra toujours de M-J Alembi, titre à succès qu'il interpréta en duo avec Bongol, CTB, ou encore de sa récente sortie avec Roga-Roga pour fustiger les anti-valeurs. « C'est le Chairman, meilleure vedette, génie du siècle... », se reprenait-il dans l'un de ses tubes. Chairman, un battant qui aura gardé pour la vie un optimisme à tous égards, malgré les difficultés de parcours.

Le Courrier de Kinshasa

ASSASSINAT DE CHEBEYA ET FIDÈLE BAZANA

La FBCP salue les efforts de la justice congolaise

L'Organisation non gouvernementale se réjouit des efforts menés pour l'aboutissement du dossier du double meurtre et appelle, par ailleurs, à la poursuite de toutes les personnes impliquées dans ce crime.



Emmanuel Adu Cole

La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) a salué les efforts menés par la justice congolaise dans le dossier du double assassinat du directeur exécutif de la Voix des sans voix pour les droits de l'homme (VSV), Floribert Chebeya, et son chauffeur, Fidèle Bazana. Le président de cette organisation, Emmanuel Adu Cole, qui dit suivre de très près ce dossier, en appelle à la justice congolaise afin de continuer à travailler pour le bien du peuple congolais. Après l'audience de réouverture de ce procès, le 22 septembre à la prison militaire de Ndolo, à Kinshasa, ce défenseur des droits de l'homme, qui y a

noté la présence des deux présumés criminels dont Christian Ngoy et Jacques Mugabo, a profité de cette occasion pour féliciter la justice congolaise à travers la justice militaire, pour le travail abattu. Cette association a également salué la détermination du président de la République pour que les véritables assassins de ces deux défenseurs des droits de l'homme soient jugés. « Nous osons croire que cela ne va se terminer par là. Il faudra que les gros poissons dont le général John Numbi et ses complices soient aussi arrêtés partout où ils sont et traduits en justice », a dit Emmanuel Cole.

Pour le président de la FBCP, en effet, « le général Numbi n'a pas agi seul. Il a eu l'ordre venant du haut sommet. Parce que John Numbi n'aurait pas un problème particulier avec Floribert Chebeya ». S'il l'a fait tuer, a-t-il fait savoir, c'est parce qu'il a eu une instruction.

De l'avis d'Emmanuel Adu Cole, aucun crime commis sur un défenseur des droits de l'homme, sur un journaliste ou un autre citoyen ne doit rester impuni. « Nous demandons à la justice congolaise de continuer à faire son travail au bénéfice du peuple congolais », a-t-il conclu.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

NATIONS UNIES

Le discours du chef de l'Etat congolais boudé par le MISS-RDC

Le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (MISS-RDC) estime que Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo est déconnecté de la réalité sur le terrain, en ignorant les derniers événements malheureux qui se sont passés à Beni et ses environs.

Le 21 septembre, en sa qualité de président de la RDC et de l'Union africaine, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo a délivré un discours à la tribune des Nations unies, à New-York. Un discours qui ne reflète pas la réalité de la situation sécuritaire sur le terrain dans certaines provinces du pays, selon le MISS-RDC. « *Le discours du président de la République à New-York, contraire à la réalité sur le terrain à Beni-Ituri, démontre à quel point, après l'armée, l'infiltration a atteint le sommet de l'Etat* », a indiqué ce mouvement. Pour lui, en effet, « *ne pas être au courant de 722 civils tués, près de quarante véhicules brûlés et soixante-dix villages vidés de leur population, montre une déconnexion totale* ».

Dans son discours à l'occasion de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le chef de l'Etat congolais a, en effet, reconnu que l'intégrisme islamiste a atteint l'est du pays, qui en paie un lourd tribut dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Maniema. « *Des djihadistes qui y opèrent sous le couvert du*

FDLR et du mouvement Alied democratic forces/Madima at tauheed wal Muwahedeen, en abrégé ADF/MTM, tuent mes compatriotes et pillent massivement les produits miniers et agricoles de mon pays », a souligné Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo.

Il a également prévenu que « *si la communauté des nations minimise le danger que représente la propagation du djihadisme en Afrique ; si elle n'adopte pas une stratégie globale et efficace pour éradiquer ce fléau, les plaies ouvertes dans la zone saharienne, en Afrique centrale et australe, continueront à se métastaser jusqu'à faire jonction pour devenir une menace réelle pour la paix et la sécurité internationales* ».

Pour Félix Tshisekedi, l'état de siège décrété à cause de la persistance de l'insécurité dans l'est du pays et aux difficultés rencontrées par les troupes de la Mission des Nations unies pour la stabilité au Congo (Monusco) sur le théâtre des opérations, vise à mettre fin à l'insécurité dans une des régions stratégiques du pays. Il a relevé qu'en vertu de ce régime



Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo à la tribune de l'ONU

constitutionnel d'exception, les Forces armées de la RDC (FARDC) assument la totale responsabilité de la gestion administrative et sécuritaire des provinces concernées, en même temps qu'elles mènent des opérations militaires. « *Grâce à l'état de siège, des avancées importantes ont été réalisées, notamment la neutralisation de plusieurs centaines de miliciens ; les redditions de nombreux éléments de ces groupes armés ; la récupération de plusieurs armes et munitions par*

les FARDC ; le démantèlement de plusieurs réseaux de trafics illicites d'armes, de munitions, de minerais et de ravitaillement des groupes armés en produits divers ; la récupération de nombreuses localités de l'est du pays qui étaient jadis occupées par des rebelles ; la libération de nombreux otages autrefois détenus par les groupes armés, dont les ADF ; la réouverture de certains axes routiers importants qui étaient jadis sous le contrôle des forces négatives ; et la réduction sen-

sible des incursions contre la population civile », a indiqué le président Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo.

Le président congolais a fait savoir que ces résultats constituent une opportunité à capitaliser afin d'en finir, une fois pour toutes, avec le cycle infernal de la violence imposé par les forces négatives qui écument le nord-est de la RDC, et de consolider la paix, la sécurité et la stabilité dans la région des Grands Lacs.

Lucien Dianzenza

DROITS DE L'ENFANT

Ketsia Passou et Emmanuel Jidisa désormais défenseurs de la jeunesse

Dans leur nouveau rôle, Ketsia Passou âgée de 17 ans et Emmanuel Jidisa 14 ans, soutiendront le travail du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) en République démocratique du Congo (RDC) pour faire avancer les droits de l'enfant, à promouvoir la participation des jeunes au processus décisionnel et à faire entendre la voix des plus jeunes, notamment pour la cause climatique et les enjeux environnementaux dans le pays.

Le représentant de l'Unicef en RDC, Édouard Beigbeder, a félicité Ketsia Passou et Emmanuel Jidisa qui ont accepté d'être des défenseurs de leurs congénères. « *Je tiens à féliciter Ketsia et Emmanuel pour leur engagement au côté de l'Unicef pour défendre les droits de l'enfant et pour porter la voix des jeunes Congolais et Congolaises, notamment en faveur de la cause climatique. Nous devons impliquer au maximum les enfants et les jeunes pour agir ensemble et pour bâtir un monde meilleur pour tous* », a-t-il déclaré.

A travers leur engagement, Ketsia et Emmanuel sont déterminés à militer pour le respect des droits des enfants car, ont-ils soutenu, bien souvent la voix des jeunes n'est pas prise en compte dans les grandes décisions les concernant.

« *Dans un monde où parfois la voix des jeunes ne compte pas, je souhaite représenter la jeunesse congolaise, j'ai de l'espoir pour mon pays. Je souhaite aussi sensibiliser et motiver les jeunes à participer et prendre leurs responsabilités. Ils doivent devenir des super-héros pour faire changer les choses, et notamment s'investir dans la lutte contre le changement climatique pour notre avenir à tous* », a fait savoir Ketsia.

Pour sa part, Emmanuel s'est dit fier d'être un enfant congolais et d'être un défenseur de la jeunesse. « *Les jeunes doivent préparer leur avenir, ce qui me tient à cœur, c'est de pouvoir défendre mon pays et notre futur contre la déforestation. Parfois, la déforestation est nécessaire pour vivre, mais il faut absolument planter des arbres. Les arbres nous*



Ketsia Passou et Emmanuel Jidisa, DR

aident à respirer et ils sont importants pour le climat », a-t-il conseillé.

D'abord engagés avec les Enfants reporters encadrés par l'Unicef, Ketsia et Emmanuel ont été formés aux thématiques des droits de l'enfant et aux techniques du journalisme. Ils ont été amenés à produire des articles de plaidoyer, rencontrer plusieurs

ministres et personnes influentes pour faire entendre leurs voix et porter celles des enfants et des jeunes Congolais et Congolaises. Au cours de l'année 2021, Ketsia et Emmanuel ont participé à la campagne de plaidoyer de l'Unicef « *La voix des jeunes face aux enjeux climatiques* ».

Les défenseurs de la jeunesse de l'Unicef sensibilisent l'opi-

nion publique aux problèmes qui touchent les enfants et les jeunes à travers le monde. Ils ont l'occasion de travailler avec cette agence des Nations unies sur des campagnes de plaidoyer et des initiatives, afin d'inspirer d'autres jeunes à agir pour rendre le monde meilleur et garantir le respect des droits de chaque enfant.

Blandine Lusimana

SANTÉ PUBLIQUE

Le ministre Jean-Jacques Mbungani à l'école du leadership

Depuis le 19 septembre, le patron de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, participe à un programme de formation centré sur le leadership, organisé à l'université américaine de Harvard.

Les participants aux asises procèdent à des échanges sur les priorités de leurs pays respectifs, notamment en matière de santé, de l'enseignement et de développement de manière générale. Concrètement, ils ont évoqué les principales priorités de leurs gouvernements en matière de développement humain, le souci majeur des gouvernants, les défis auxquels sont confrontés les collaborateurs des cabinets ministériels,

comment communiquer l'objectif d'héritage afin de répondre aux défis quotidiens des citoyens. Au terme du forum, les participants seront dotés des connaissances nécessaires à même de renforcer leurs capacités managériales sur le leadership, pour l'intérêt de leurs pays respectifs.

Ce forum a été ouvert par le président de la Sierra Leone, Jules Maada, qui a relevé l'importance du leadership dans la gestion institutionnelle.



Le ministre de la santé Jean-Jacques Mbungani/DR

Il a indiqué que la communication demeure un élément important dans le leadership, car celle-ci permet de capitaliser l'intérêt de la société. «*Il existe une grande différence entre l'autorité et le leadership*», a-t-il souligné.

Signalons que plusieurs pays prennent part à ce forum mondial, notamment le Malawi, la Chilié, l'Indonésie, la Côte d'Ivoire, le Kenya, la Sierra Leone, la Zambie, le Mozambique, le Niger, le Burkina Faso, le Nigeria et la République démocratique du Congo.

Blandine Lusimana

9^e JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Participation incertaine de la RDC

La liste des présélectionnés au volet culturel de l'événement tarde à être transmise au comité international faute de paiement des membres du jury.

Le dossier de la participation culturelle de la République démocratique du Congo (RDC) aux IXes Jeux de la francophonie s'enlise, au point de susciter des inquiétudes dans le chef des opérateurs culturels. Les récents changements opérés à la tête du ministère de la Culture semblent avoir définitivement annihilé les chances du pays hôte à présenter un dossier conforme dans le délai. Les minutes s'égrainent et le dossier transmis au ministère de tutelle par le comité chargé de la préparation culturelle de la RDC à ces jeux ne connaît aucune avancée significative.

A quelques jours de la fin du délai imparti pour le dépôt des dossiers des présélectionnés, les jurys des différentes épreuves culturelles peinent à siéger faute de moyens. Le budget prévu pour la participation culturelle de la RDC, notamment la présélection des artistes devant représenter le pays n'a jamais été débloqué. Pire encore, aucune rencontre officielle n'a jamais été organisée entre la ministre et le comité chargé de ladite préparation dans un contexte où l'ancien secrétaire général de la Culture, Zapé Kayembe, a été démis de ses

fonctions. Il avait en charge la gestion quotidienne du dossier au moment où le gouvernement Ilunkamba était réputé démissionnaire. Le double changement opéré au ministère de la Culture, c'est-à-dire au cabinet ministériel et au secrétariat général, peut justifier la léthargie qui caractérise le dossier francophonie dans son volet culturel. D'où le cri d'alarme de l'association à but non lucratif Artiste en danger, lancé à la ministre de la Culture, Arts et Patrimoines dans une lettre lui adressée récemment.

«*Malheureusement, d'après les informations à notre possession, la RDC n'a pas encore envoyé la liste des présélectionnés du côté culturel, alors qu'il reste moins de deux semaines pour que le Comité international clôture cette partie*», a relevé Langu Masima Tsaka Kongo, coordinateur principal de l'association.

Le silence observé dans le chef de la ministre de la Culture et du comité en charge de la participation culturelle de la RDC aux prochains jeux de la francophonie renforce l'inquiétude dans les milieux culturels, surtout parmi les artistes ayant pris part aux épreuves

qualificatives. Cela risque de compromettre la participation du pays hôte aux concours culturels. De plus en plus, les espoirs suscités par le lancement des présélections culturelles, en mars dernier, s'estompent et le désarroi gagne les esprits. «*...nous sollicitons votre implication afin que notre pays ne donne une piètre image...*», a écrit Tsaka Kongo.

Le Comité international des Jeux de la francophonie fixe plusieurs étapes avant d'avoir les Léopards pour les jeux, dans la partie culturelle dont principalement les présélections (étape en cours) et la préparation des sélectionnés. Cette deuxième phase nécessitera également un accompagnement efficace afin d'atteindre l'un des objectifs majeurs du ministère de la Culture qui consiste à obtenir un minimum de six médailles d'or sur les onze épreuves culturelles enregistrées.

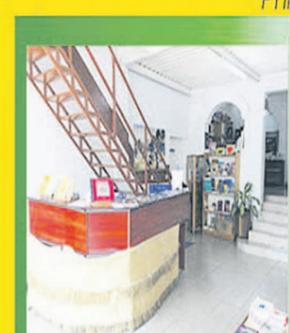
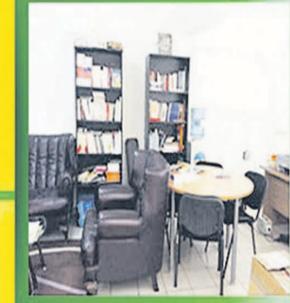
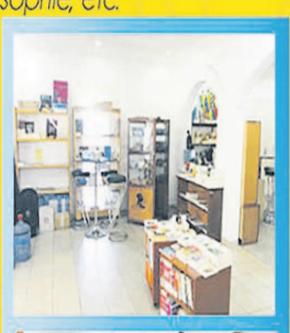
En sa qualité de pays organisateur, la RDC s'est inscrite dans l'ensemble des épreuves culturelles (onze) prévues aux IXes Jeux de la francophonie. Il s'agit du hip hop, marionnette géante, jonglerie avec ballon, peinture, sculpture-installation, photographie, chanson, contes et conteurs, danse de création, littérature nouvelle et création numérique.

Jeannot Kayuba



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.





Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo



76^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Félix Tshisekedi confirme la tenue des élections en 2023

Au sujet des élections, le président de la République a été clair. Sans ambages ni détours, il a confirmé qu'il y aura bel et bien une élection libre, démocratique et transparente en 2023. Ceci ne sera possible qu'avec la paix, a nuancé le chef de l'Etat dans son discours du 21 septembre, au premier jour de la 76e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo, a souligné l'importance que revêt un climat de paix et de sécurité dans le progrès des Nations unies et, surtout, dans l'organisation des élections. « *Le peuple congolais a besoin de la paix et de la sécurité pour sa prospérité et la construction de sa démocratie encore fragile. C'est pourquoi je consacre toute mon énergie et attache le plus grand intérêt à la fin de l'insécurité, des massacres et des pillages et à l'instauration d'une paix durable dans l'ensemble de la RDC. Ce qui contribuera davantage à l'organisation des élections libres, transparentes, inclusives et crédibles prévus pour 2023* », a-t-il déclaré.

Dans son allocution d'une quarantaine de minutes dont plus de la moitié consacrée à l'Afrique pour laquelle il est le président en exercice de l'Union africaine (UA), Félix-Antoine Tshisekedi-Tshi-

lombo a fait le plaidoyer pour le continent et pour son pays. D'entrée de jeu, le cinquième président de la RDC a fait l'état des lieux de la stratégie continentale commune contre la covid-19. L'Afrique, a-t-il dit, a créé un Fonds de réponse à la covid-19 et a lancé une plate-forme de fournitures médicales pour garantir à tous ses pays, l'accès aux équipements et fournitures nécessaires.

Tout en reconnaissant le faible taux d'accès au vaccin et face aux méfaits du virus, le président en exercice de l'Union africaine (UA) a proposé un plan en cinq points. Il s'agit d'augmenter la capacité des tests dans les pays qui ne disposent pas des produits de laboratoires requis; d'assurer un approvisionnement suffisant et rapide en médicaments et équipements nécessaires à la prise en charge des malades; de généraliser la vaccination en approvisionnant en vaccins ceux qui ne les produisent pas et en les dotant de capacités de production locale.



Félix Tshisekedi s'exprimant à la tribune de l'Onu

« *C'est ici le lieu de lancer un appel à la communauté internationale pour soutenir le projet de création de l'Agence africaine des médicaments* », a-t-il lancé. Le quatrième point est d'encourager la recherche médicale et d'accroître la coopération scientifique entre les institutions universitaires et le cinquième, de soutenir les politiques de réforme des structures sanitaires et élargir la couverture des soins de santé au plus grand nombre dans les pays en développement.

Le président de l'UA s'est aussi fait le porte-parole du sommet de Paris sur la relance des économies africaines. « *Il est*

nécessaire que les Nations unies et ses États-membres appuient l'objectif du Sommet de Paris, d'atteindre cent milliards de DTS pour l'Afrique, grâce à la réallocation aux pays pauvres de 25% de DTS alloués aux pays riches », a déclaré Félix-Antoine Tshisekedi. Tout en fustigeant la montée en puissance des groupes terroristes en Afrique, la RDC, a-t-il indiqué, soutient la mise en œuvre d'une stratégie mondiale contre le terrorisme reposant sur les piliers ci-après : l'adoption des politiques sécuritaires concertées; le renforcement des moyens des États, notamment par la mutualisation des ressources et

l'échange d'informations sécuritaires; le respect des droits de l'Homme; la prévention. Sur la politique intérieure, le président congolais a rappelé les efforts entrepris pour lutter contre l'insécurité à l'est du pays. « *Grâce à l'état de siège, des avancées importantes ont été réalisées, notamment : la neutralisation de plusieurs centaines de miliciens ; les redditions de nombreux éléments de ces groupes armés ; la récupération de plusieurs armes et munitions par les Fardc ; le démantèlement de plusieurs réseaux de trafics illicites d'armes, de munitions, de minerais et de ravitaillement des groupes armés en produits divers ; la récupération de nombreuses localités de l'est du pays qui étaient jadis occupées par des rebelles ; la libération de nombreux otages autrefois détenus par les Groupes armés, dont les ADF ; la réouverture de certains axes routiers importants qui étaient jadis sous le contrôle des forces négatives ; et la réduction sensible des incursions contre la population civile* », a précisé le président Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo.

Alain Diasso

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



LUTTE CONTRE LA COVID-19

Félix Tshisekedi plaide pour un soutien à la stratégie continentale

Le président de la République démocratique du Congo (RDC) et président en exercice de l'Union africaine (UA) a présenté, à la 76e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), la stratégie commune contre la covid-19 ainsi que les besoins de financement des économies africaines pour leur redressement.

En sa qualité de président en exercice de l'UA, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo a plaidé pour le financement des économies africaines victimes de la crise sanitaire. Il pense que « la victoire contre la covid-19 n'est possible et durable que si le combat demeure une affaire de tous et si nous atteignons un taux d'immunité collective suffisant pour l'ensemble de l'humanité ». Concernant l'Afrique, cette partie du monde a mis en place « une stratégie continentale commune contre la covid-19 », a déclaré le président de l'UA, citant l'exemple de la création d'un Fonds de réponse à la covid-19 et le lancement d'une plateforme de fournitures médicales visant à garantir à tous les pays, l'accès aux équipements et fournitures indispensables. Il a, en outre, rappelé le projet d'accord initié par les pays africains pour la création de l'Agence africaines des médicaments, et un accord pour l'achat de 220 doses de vaccins, via l'African vaccine acquisition trust, fixant à plus de vingt-cinq millions par mois le nombre de vaccins à distribuer sur le continent d'ici à 2022.

La covid-19, un virus de l'économie mondiale

Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo a aussi rappelé les dégâts que fait subir la crise de covid-19, détruisant des vies humaines, qualifiant aussi celle-ci de « virus de l'économie mondiale qu'elle a plongée dans la récession, aggravant ainsi notamment la vulnérabilité et la dépendance des économies des pays pauvres dont beaucoup sont africains ». Le chef de l'Etat de la RDC a poursuivi : « Dans le contexte actuel de la crise sanitaire due à la pandémie de covid-19, les économies africaines ont grandement besoin de financement pour se redresser, cela, d'autant plus que les efforts internes pour amortir le choc de la pandémie et limiter ses dégâts collatéraux se sont avérés nettement insuffisants comparativement aux pays nantis ». Au vu des motifs énumérés, la reprise qui s'amorce risque d'être inégale, ce qui va creuser davantage des écarts entre l'Afrique conquérante et le reste du monde.

Compte tenu du contexte, il a invité, au nom de l'UA, toutes



les initiatives portant sur le financement des économies africaines touchées par la covid-19, notamment les pays du G20, à la suspension du service de la dette et du cadre commun pour la restructuration de la dette, et surtout la nouvelle allocation de 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI) pour répondre aux besoins de financement des économies des pays en difficulté, tout

en soulignant l'insuffisance des 33 milliards de DTS alloués à l'Afrique au regard de l'immensité de ses besoins de relancer les économies de ses pays. Pour cela, il a proposé que les Nations unies et ses Etats membres appuient l'objectif du Sommet de Paris, l'atteinte de 100 milliards de DTS pour l'Afrique, grâce à la réallocation aux pays pauvres de 25% de DTS alloués aux pays riches, accompagnés des partenaires techniques et financiers

à l'initiative de l'Alliance sur l'entrepreneuriat en Afrique annoncée lors du Sommet de Paris qui tiendra sa réunion constitutive dans les prochaines semaines.

Le soutien des Etats-Unis aux DTS

Avant le président de l'UA, la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, avait exhorté les pays riches à redistribuer les DTS pour soutenir davantage les pays vulnérables, lors d'une réunion des ministres des Finances du groupe des nations du G-7. Par ailleurs, une responsable du Trésor américain chargée de la politique monétaire internationale, Patricia Pollard, avait déclaré que les États-Unis soutiennent cette idée de channeling DTS. Lars Jensen, économiste principal au Programme des Nations unies pour le développement, a fait ce calcul simple. A savoir : 58 pays à revenu élevé ont reçu 438 milliards de dollars sur l'allocation totale de DTS de 650 milliards de dollars, tandis que 82 pays très vulnérables à l'endettement n'ont reçu que 54,5 milliards de dollars.

N.Nd.

76° ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

Les États-Unis s'opposeront aux tentatives des «pays les plus forts de dominer les plus faibles»

La promesse a été faite par le président américain, Joe Biden, à l'occasion de la 76e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), à New York. Il a appelé à une nouvelle ère d'unité mondiale contre les graves crises de la covid-19, du changement climatique et de l'insécurité, et promis de doubler l'aide des Etats-Unis aux pays en développement dans la lutte contre le changement climatique.

« En termes simples, nous nous trouvons[...] à un point d'inflexion de l'histoire. Nous devons travailler ensemble comme jamais auparavant », a déclaré Joe Biden, soulignant que son pays allait s'associer à des alliés pour «aider à conduire le monde vers un avenir plus pacifique et plus prospère pour tous». Il a invité les gouvernements à œuvrer de concert afin « d'assurer une prospérité, une paix et une sécurité équitables pour tous », une entreprise « aussi vitale et importante aujourd'hui qu'elle l'était il y a 76 ans ». Il a appelé à vacciner un maximum de personnes contre la covid-19. « Les bombes et les balles ne peuvent pas servir à se défendre contre la covid-19 ou ses futurs variants », a souligné Joe Biden.

Il a soutenu la nécessité à agir urgemment pour sauver des vies et a appelé à un nouveau mécanisme de santé pour financer la

sécurité sanitaire mondiale et un conseil mondial des menaces pour la santé pour garder une longueur d'avance sur les pandémies émergentes.

Pour une diplomatie tournée vers le multilatéralisme

Joe Biden veut une diplomatie tournée vers le multilatéralisme, soulignant le réengagement des États-Unis avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ; la participation à l'initiative vaccinale Covax ; le retour dans l'Accord de Paris sur le climat ; et les préparatifs pour briguer un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations unies l'année prochaine. Concernant la crise climatique « sans frontières », le président américain a laissé entendre que toutes les nations devaient présenter « leurs ambitions les plus élevées possibles » à la COP26 en novembre. Enfin, il a présenté un nouvel objectif des Etats-Unis concernant l'Accord

de Paris visant à réduire les GES à 50% en dessous des niveaux de 2005 d'ici à 2030.

Joe Biden a indiqué que les États-Unis entrent dans une « nouvelle ère de diplomatie implacable » alors qu'ils s'attaquent aux menaces technologiques émergentes et à l'expansion des nations autocratiques, jurant de ne pas poursuivre « une nouvelle guerre froide, ou un monde divisé en blocs rigides », et déterminé à s'opposer aux tentatives des «pays les plus forts de dominer les plus faibles».

Cent milliards de dollars contre le changement climatique

Le président américain a promis de « doubler » le montant de l'aide accordée par les Etats-Unis aux pays en développement pour faire face au changement climatique. « Avec notre aide, ainsi qu'un capital accru du privé et d'autres donateurs, nous

serons capables d'atteindre le but de mobiliser cent milliards de dollars pour soutenir l'action climatique dans les pays en développement », a-t-il ajouté. A Copenhague, les pays développés s'étaient engagés à mobiliser cent milliards de dollars par an entre 2020 et 2025. Ce qui n'a pas été le cas et devrait constituer un point d'achoppement lors de la COP26 à Glasgow, en novembre. Les pays développés n'ayant pas respecté leur engagement. Il a également promis un investissement de dix milliards de dollars pour mettre fin à la faim et dans le système alimentaire.

L'Afrique plaide pour l'équité vaccinale

Les participants à une réunion organisée par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), dont le président de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine

Tshisekedi-Tshilombo, ont affirmé que vacciner tout le monde contre la covid-19 n'est pas un luxe, mais plutôt une priorité urgente pour le développement, notamment en Afrique. Ils ont plaidé pour une équité et un multilatéralisme vaccinal et ont souligné l'urgence de trouver des solutions concrètes pour un accès rapide et universel aux vaccins pour tous, en particulier la population des pays en développement et les communautés marginalisées en Afrique. « Retarder la vaccination dans les pays et les régions à faible revenu comme l'Afrique ne peut pas être la voie à suivre. Les enjeux sont tout simplement trop importants. Mettre fin aux inégalités vaccinales doit être considéré comme un bien public mondial et une priorité de développement pour tous », a déclaré Achim Steiner, administrateur du Pnud.

Noël Ndong

CLIMAT

La Turquie va ratifier l'Accord de Paris

La Turquie ratifiera l'Accord de Paris de lutte contre le changement climatique le mois prochain avant la conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui aura lieu en novembre à Glasgow, a annoncé mardi son président à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, à New York.

Recep Tayyip Erdogan a rappelé que son pays avait signé l'Accord de Paris mais qu'il ne l'avait pas ratifié jusqu'à présent « en raison des injustices liées à la répartition des obligations et du partage du fardeau », en termes de réduction des émissions polluantes.

Le Turquie, qui avait signé cet accord en avril 2016, considère que les efforts doivent être différenciés entre pays industrialisés, catégorie à laquelle elle appartient.

Le pays a été fortement éprouvé, comme plusieurs autres du bassin méditerranéen, l'été dernier par des incendies de forêts puis des inondations soudaines qui ont fait une centaine de victimes et causé d'importants dégâts à la nature. La Turquie est également frappée par une sécheresse persistante.

L'Accord de Paris, signé lors de la COP21 en 2015, appelait à limiter le réchauffement planétaire à moins de 2°C au-dessus du niveau pré-industriel, et dans l'idéal à 1,5°C.

Mais sur la base des engagements actuels des Etats membres de l'Accord, « le monde est sur le chemin catastrophique de 2,7°C », a récemment mis en garde le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, soulignant que « si nous ne changeons pas de trajectoire collectivement, il existe un grand risque d'échec de la COP26 » à Glasgow. La conférence se tiendra en Ecosse du 31 octobre au 12 novembre.

AFP

AFRIQUE

52 milliards de dollars pour connecter toutes les universités au haut débit

L'Unesco ambitionne de connecter toutes les universités du continent d'ici à 2025 grâce au projet « Transformer l'éducation en Afrique grâce aux TIC ».

Depuis cinq ans, l'Unesco mène le projet « Transformer l'éducation en Afrique grâce aux TIC ». L'année dernière, la covid-19 a révélé les insuffisances qui freinent encore cette ambition sur le continent.

En effet, pour connecter l'ensemble des institutions publiques et privées d'enseignement supérieur d'Afrique à l'internet à haut débit d'ici à 2025, il faudra cinquante-deux milliards de dollars. L'estimation financière provient de la Banque mondiale et de Knowledge consulting Ltd qui ont mené une étude de faisabilité sur ce projet dont l'objectif est d'améliorer le cadre d'apprentissage sur le continent à l'aube de l'économie numérique.

Dans le rapport « World bank and Knowledge consulting Ltd. 2021. Feasibility study to connect all african higher education institutions to high-speed internet », les deux partenaires soulignent que « les établissements d'enseignement supérieur – comprenant les uni-



versités publiques et privées, les collèges, les instituts de formation technique et les écoles professionnelles – jouent un rôle crucial dans la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, la recherche et la promotion de l'innovation, qui sous-tendent le développement social, la croissance économique et la compétitivité nationale ».

La Banque mondiale et Knowledge consulting Ltd affirment que les cinquante-deux milliards de dollars estimés englobent les dépenses liées à la fourniture d'appareils aux étudiants et aux personnels (17,3 milliards de dollars), les dépenses liées à la mise à niveau des réseaux des campus (27,3 milliards de dollars), le

coût de la bande passante pour la connectivité en amont (7,3 milliards de dollars) et le développement/soutien des réseaux nationaux de recherche et d'éducation et réseaux régionaux de recherche et d'éducation (538 millions de dollars).

L'étude de faisabilité menée par la Banque mondiale rentre dans le cadre de l'Initiative digital economy for Africa (DE4A) lancée sur le continent en 2020 pour préparer son entrée dans l'économie numérique. L'initiative DE4A soutient, d'ailleurs, la stratégie de transformation numérique de l'Union africaine pour l'Afrique (2020-2030) dont l'objectif final est de permettre à chaque individu, entreprise et gouvernement du continent, d'accéder au numérique d'ici à 2030.

Grâce à cette étude, la Banque mondiale va élaborer une feuille de route opérationnelle qui lui permettra de mettre en œuvre le projet de connexion de toutes les institutions d'enseignement supérieur d'Afrique.

Josiane Mambou Loukoula

CRYPTOMONNAIE

Le marché africain en pleine croissance

Le marché africain des cryptomonnaies a enregistré une croissance de plus de 1200% en matière de valeur reçue entre juillet 2020 et juin 2021.

Selon un rapport de Chainalysis publié en août dernier, six pays du continent figurent dans le top 20 des pays selon le niveau d'adoption des actifs numériques. Bien que le continent présente la plus petite économie de cryptomonnaies de toutes les régions étudiées par la firme avec 105,6 milliards de dollars reçus au cours de la période, il présenterait l'un des marchés les plus dynamiques et la croissance la plus rapide au monde dans le secteur.

L'Afrique, apprend-on, a une part importante de son volume global de transactions constitué de transferts de détail (7% contre une moyenne mondiale de 5,5%) et les transferts interrégionaux représentent 96% du marché (contre 78% pour toutes les régions combinées). Chainalysis suggère une plus grande adoption au niveau local par les utilisateurs quotidiens, une hypothèse justifiée par la popularité accrue des plateformes P2P (pair à pair) -comme LocalBitcoins et Paxful- sur le continent, plus que dans toutes les autres régions. Selon la firme, de nombreux



utilisateurs africains s'appuient sur ces plateformes, non seulement pour accéder aux cryptomonnaies, mais aussi pour les transferts de fonds et même les transactions commerciales. Les transferts interrégionaux représentent également une part plus importante du marché des cryptomonnaies en Afrique que dans toute autre région, avec 96 % du volume total des transactions, contre 78 % pour toutes les régions combinées.

Popularité croissante des plateformes P2P

Si les plateformes P2P sont aus-

si populaires en Afrique, c'est en partie parce que certains pays ont rendu difficile pour les clients d'envoyer de l'argent aux entreprises de cryptomonnaies à partir de leurs comptes bancaires, soit via l'adoption de lois, soit en instruisant les banques de ne pas faciliter ces transferts.

« Binance était de loin la plateforme la plus populaire, mais après l'interdiction de la Banque centrale, beaucoup se dirigent vers les plateformes P2P, comme Paxful et Remitano », a déclaré Adedeji Owonibi, président directeur général et fondateur d'une société nigé-

riane de conseil en blockchain, Convexity. Il a aussi précisé qu'une grande partie de l'activité P2P se déroule dans des chats de groupe informels sur des applications de messagerie comme Whatsapp et Telegram, plutôt que sur des plateformes conventionnelles, ce qui laisse penser que les volumes estimés pourraient être encore plus élevés. « Le commerce P2P informel est énorme au Nigeria sur Whatsapp et Telegram. J'ai vu des jeunes et des hommes d'affaires dans ces groupes effectuer des transactions de plusieurs millions avec des marchands de gré à gré populaires », a-t-il indiqué. Ces nouvelles données apportent plus de précisions sur les tendances du marché africain de cryptomonnaies. Rappelons que selon un classement du même Chainalysis sur le niveau d'adoption de ces actifs dans le monde, plusieurs pays africains, en l'occurrence le Kenya, le Nigeria, le Togo, l'Afrique du Sud, le Ghana ou encore la Tanzanie, figurent dans le peloton de tête.

J.M.L. et Ecofin

SANTÉ

L'appui de la Banque mondiale au Congo estimé à plus de 90 millions de dollars

La représentante de l'institution financière internationale, Ouatarra Korotoumou, a indiqué, le 21 septembre à Brazzaville, que l'appui financier permettra de lutter contre la covid-19 et de renforcer le système sanitaire du pays.

Ouatarra Korotoumou a annoncé l'aide de son institution à la sortie d'une séance de travail avec le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki. Il s'agissait de faire le point au ministre de la dernière réunion portant sur les activités menées dans le domaine de la santé au Congo.

Selon elle, la délégation de la Banque mondiale a profité de la présence de la coordinatrice des activités capitales humaines, en visite au Congo, pour lui témoigner la réalisation à bon escient des activités de cette institution. Par ailleurs, a-t-elle poursuivi, les deux parties ont abordé le point sur le projet de la communication covid-19, en



La séance de travail entre le ministre Gilbert Mokoki et la délégation de la Banque mondiale/Adiac

mettant l'accent sur le faible taux de couverture vaccinale avec environ 3% de la population congolaise vaccinée. Elles se sont accordées pour mener ensemble une politique de renforcement de communication ainsi qu'un micro planning pour avoir connaissance sur l'atteinte des objectifs en termes de personnes vaccinées d'ici au mois de décembre.

La représentante de la Banque mondiale a émis le souhait d'avoir des réunions régulières avec les équipes du ministère de la Santé pour s'assurer de l'avancement des actions menées dans ce domaine car la santé est un gage de développement.

Lydie Gisèle Oko

PRÉSERVATION ET CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES

Les deux notions bientôt dans les programmes de l'enseignement de base

La question a été au centre de l'entretien entre la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, et la nouvelle représentante de l'Unicef au Congo, Chantal Umotoni, le 21 septembre.

Eduquer et sensibiliser la population sur les notions de protection de l'environnement, de préservation et de conservation des écosystèmes sont des enjeux majeurs inscrits dans l'axe 5 du projet du gouvernement congolais. C'est dans le cadre de la mise en œuvre de cet axe et conformément à la vision du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qu'il est envisagée la mise en place d'une feuille de route entre le ministère de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, les ministères transversaux et l'Unicef.

En effet, l'Unicef va s'occuper également dans son nouveau programme 2022-2025 d'environnement et de biodiversité. Il s'agit d'insérer les notions de préservation



et de conservation des écosystèmes. L'objectif étant de sensibiliser les couches les plus jeunes sur des questions de préservation et de conservation du patrimoine commun qui est l'environnement. « Dans la

nouvelle feuille de route qui se prépare pour l'année 2022, nous sommes en train de nous projeter sur le prochain plan d'action que nous allons mener aux côtés de la nouvelle représentante de l'Unicef en

République du Congo», a déclaré la ministre Arlette Soudan-Nonault.

Pour sa part, la nouvelle représentante de l'Unesco a expliqué, à sa sortie d'audience, comment est-ce que cette feuille de route

devra être élaborée. « Avec la ministre, nous avons beaucoup parlé de l'environnement, de la préservation des écosystèmes. Comme vous savez, l'Unicef s'occupe essentiellement des enfants et surtout de leur éducation. Avec la ministre, on va faire de sorte que les enfants dès l'école primaire commencent à apprendre l'environnement, comment le préserver ; comment préserver nos forêts ; comment vivre en harmonie avec notre environnement. Nous allons travailler ensemble pour préparer un guide pour les enfants et un guide pour les professeurs. Nous allons préparer une feuille de route qu'on va commencer à mettre en œuvre si tout va bien vers la fin de l'année, mais aussi l'année prochaine », a indiqué Chantal Umotoni.

Bruno Okokana

PND 2018-2022

La mise en œuvre jugée globalement faible

Le rapport d'évaluation du Plan national de développement (PND) 2018-2022, rendu public le 22 septembre à Brazzaville, évoque plusieurs facteurs ayant compromis l'atteinte des objectifs assignés.

Il s'agit notamment de la faible mobilisation des ressources financières, 67%. « *Ce qui fait que beaucoup de projets n'ont pas pu être exécutés* », a indiqué le coordonnateur de l'équipe des experts chargés de l'évaluation du PND 2018-2022, Bethuel Makosso.

S'agissant de l'alignement des projets dans la loi des finances il y a eu, cependant, des activités hors PND qui ont été financées au détriment de celles prévues, a-t-il révélé.

Le rapport souligne également le manque de mécanisme de suivi évaluation, l'absence des études de faisabilité des projets et l'insuffisance des données statistiques dans plusieurs secteurs, la mauvaise identification des risques, la faible motivation des directeurs des études et planification de l'administration publique. Le contexte défavorable dû à la pandémie de covid-19 n'a pas simplifié les choses.



La photo de famille

« *Malgré la stabilisation macroéconomique puis la relance économique que prévoyait le scénario, l'inverse s'est produit. La crise économique et financière de 2014 due à la chute du baril de pétrole s'est enlisée avec des conséquences réelles sur la politique budgétaire, le service de la dette, les difficultés de mobilisation des*

ressources pour financer le PND 2018-2022 », a regretté la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

En dépit de cela, « *il faut relever tout de même que le PND 2018-2022 a donné la possibilité au gouvernement d'ajuster les programmes, secteurs et*

sous-secteurs avec des orientations nationales qui prennent en compte des engagements nationaux », a souligné le coordonnateur de l'équipe des experts.

Au regard des faiblesses constatées, les experts recommandent que le processus d'élaboration des PND soit de plus en plus inclusif ; qu'un schéma de finance-

ment suffisamment probant soit conçu pour faire en sorte que le PND 2022-2026 soit suffisamment financé et concentré sur des activités porteuses. L'approfondissement des mécanismes de financement des ressources et la poursuite des réformes de finances publiques pour améliorer la mobilisation des ressources internes font aussi partie des propositions faites.

Rappelons que le PND 2018-2022, adopté et promulgué en 2018 a été mis en œuvre sur trois axes, à savoir le renforcement de la gouvernance aux plans administratif, économique, juridique, sécuritaire et politique ; la réforme du système éducatif, la formation qualifiante et professionnelle ; la diversification de l'économie, fondée sur les secteurs porteurs de croissance, notamment l'agriculture, le tourisme et l'industrie.

Lopelle Mboussa Gassia

COOPÉRATION

L'AFD aidera le Congo à se doter d'une stratégie d'aménagement du territoire

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a échangé avec le nouveau directeur de l'Agence française de développement (AFD) au Congo, Maurizio Cascioli, sur le point de collaboration entre ce département ministériel et l'outil de gouvernance économique de la France.

L'échange entre la ministre et le directeur de l'AFD a porté, entre autres, sur les questions très étroites que portent les deux parties. Ils ont parlé également des futurs accompagnements suite à l'échange entre le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, et le directeur général de l'AFD, Rémy Rioux, le 1er septembre dernier, au siège de l'agence à Paris (France). Les deux personnalités ont parlé aussi de la préservation des écosystèmes fragiles du Bassin Congo et des tourbières, ainsi que de la mise en œuvre effective des activités d'Adapt'Action.

A sa sortie d'audience, le nouveau directeur de l'AFD au Congo a indiqué que dans le cadre de sa prise de fonction, il était important pour lui de rencontrer la ministre pour lui présenter ses civilités et parler des sujets qui lient les deux parties afin d'accompagner le Congo dans sa dynamique de protection et de valorisation de l'environnement, avec une



La ministre posant avec ses hôtes au sortir des échanges/MEDDBC

attention particulière au sujet du changement climatique.

« *Nous avons pour l'instant une étroite collaboration qui permet d'avancer dans un certain nombre d'études d'analyses qui sont nécessaires aujourd'hui pour pouvoir définir les stratégies à venir, les stratégies opérationnelles. Nous avons évoqué des nouveaux financements qui vont être mis en place à partir de cette fin d'année et début de l'année prochain, qui vont permettre au Congo de se doter d'une stratégie d'aménagement du territoire y compris sur un sujet dont nous avons beaucoup parlé qui est celui des tourbières* », a fait savoir Maurizio Cascioli.

Il a ajouté que c'est une collaboration déjà mise en place et qui est très riche et qu'ils ont convenu d'approfondir dans le dialogue. Notons que l'AFD est un outil de gouvernance économique de la France.

Bruno Okokana



APPEL D'OFFRES DE SERVICES ÉVÉNEMENTIELS

Programmes internationaux du Service forestier des États-Unis en République du Congo

L'agence de gestion Management Engineering and Technology International, Inc. (METI) publie pour le compte du Bureau des Programmes Internationaux du Service Forestier des États-Unis (USFS/IP) un appel d'offres pour la prestation de services événementiels dans le cadre d'une série d'activités programmées en République du Congo. Du fait que l'USFS/IP mène des activités similaires en République Démocratique du Congo (RDC), le prestataire qui sera en capacité de fournir ce type de services en RDC également aura un avantage, mais cela n'est pas obligatoire. METI fournit des services de soutien administratif au Bureau des Programmes Internationaux du Service Forestier des États-Unis dans le cadre de divers programmes de gestion des ressources naturelles et de développement des capacités institutionnelles en République du Congo, en RDC et ailleurs dans la région. Parmi les missions assurées par METI, il y a l'organisation, l'animation et la supervision complète de conférences, réunions et formations techniques, qui nécessitent des services professionnels de logistique et de facilitation.

Le prestataire, qui sera de préférence basé à Brazzaville ou à Kinshasa, rémunérera les participants conformément aux termes dictés par le directeur de programme de l'USFS/IP, et sera ensuite remboursé par virement bancaire une fois finalisée chacune des activités et sur présentation des

factures, reçus et autres documents probants définis par l'USFS/IP.

Missions :

- Coordonner les réservations d'espaces de réunion et de formation rentables avec les responsables des sites choisis. Il est indispensable d'avoir la capacité de couvrir tous les coûts relatifs à l'adéquation du site (y compris les fournitures et équipements), et de conduire une analyse de compétitivité des offres.
- Établir des budgets clairs et complets, décrivant le total des coûts associés à chaque activité programmée.
- Imprimer et photocopier la documentation suivant les besoins.
- Acheter le matériel et les fournitures indispensables à la formation, y compris des blocs-notes, des stylos, des surligneurs, des tableaux papier et tout autre équipement nécessaire.
- Commander, organiser et couvrir le coût des repas et des pauses-café des participants aux stages et formations.
- Organiser et couvrir les dépenses relatives à l'hébergement, aux indemnités journalières et au transport des participants pour leurs déplacements approuvés dans le cadre du programme.
- Organiser et pourvoir aux autres aspects logistiques liés à la formation ou au stage, notamment en matière d'interprétation, de traduction et de transports collectifs pour les visites sur le terrain.
- Conserver et mettre à disposition tous les

documents pertinents concernant les activités du programme, y compris en matière de comptabilité, de contrôle d'assiduité, d'information relative aux prestataires, et concernant le processus de sélection des prestataires.

• Présenter des rapports d'activité comprenant une description des événements, une comparaison des dépenses prévues et réelles, et toute autre documentation ou support d'information, y compris des photos, ainsi que l'aura défini l'USFS/IP.

Le prestataire devra travailler en étroite collaboration avec les Directeurs de Programme au sein de l'USFS/IP pour garantir que les dispositions prises soient conformes aux exigences du programme.

Compétences :

- Maîtriser couramment l'Anglais et le Français
- Pouvoir travailler efficacement en respectant des délais et répondre rapidement aux demandes formulées
- Disposer d'un compte en banque auprès d'une institution bancaire internationale reconnue
- Expérience préalable dans la logistique de conférences et formations de taille réduite, moyenne et plus large
- Expérience préalable de travail avec des organismes internationaux en République du Congo
- Les prestataires ayant la capacité d'inter-

venir également en République Démocratique du Congo et d'y fournir des services similaires sont encouragés à se présenter et à noter cette capacité dans leur dossier de candidature ; toutefois, cela n'est pas obligatoire.

Instructions pour candidater – Merci d'inclure les éléments suivants dans votre offre :

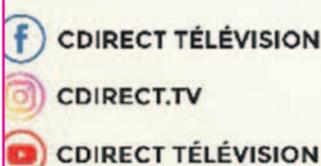
- Devis ou structure de coûts pour paiement : METI remboursera le prestataire choisi pour toutes les dépenses engagées directement liées aux services décrits dans le présent appel d'offres, en plus des éventuels frais administratifs ou frais généraux facturés par le prestataire. La structure de coûts doit décrire également tous les frais administratifs ou frais généraux, le cas échéant.
- Noms et coordonnées, y compris l'adresse postale du contact principal.
- Description d'activités similaires réalisées dans le passé.
- Information de contact de 3 références professionnelles.
- Exemple des travaux pertinents réalisés par le passé, comprenant le budget et le rapport final d'une conférence ou formation organisée.

Les candidatures sont à adresser à Leana Schwartz (leana.schwartz@usda.gov) au plus tard le 20 octobre. Seuls les dossiers complets seront pris en compte.



CONTINENT FOOT | 19.45 | PLAYLIST NON STOP | TALK SHOW

LE CONGO VU DU MONDE



EDUCATION

Des écarts à combler dans le budget de l'enseignement général

Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, et la représentante de l'Unicef au Congo, Chantal Umutoni, ont fait l'analyse des dépenses liées au fonctionnement et aux investissements du budget du sous-secteur de l'éducation. Il y a des réajustements à faire.

L'allocation budgétaire du gouvernement pour le sous-secteur de l'éducation est d'à peu près 16,7% du budget de l'Etat, a fait constater la représentante de l'Unicef. « L'idéal est d'arriver à 20% qui correspondrait aux recommandations internationales et à l'engagement du gouvernement congolais à ce propos », a-t-elle indiqué à l'issue de l'entrevue avec le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, le 22 septembre à Brazzaville. Un grand écart existe entre les dépenses liées au fonctionnement et celles liées aux investissements



Analyse du budget du sous-secteur de l'éducation

car les dépenses en investissement sont estimées à 4%. Selon la diplomate onusienne, ce pourcentage ne permet pas le renouvellement des infrastructures

« L'idéal est d'arriver à 20% qui correspondrait aux recommandations internationales et à l'engagement du gouvernement congolais à ce propos »,

scolaires. Aussi, les allocations pour le sous-secteur de l'éducation, le cycle primaire a une place de choix tandis qu'il y a un grand déséquilibre à la petite enfance encore mieux le cycle préscolaire qui permet aux enfants d'avoir les bases solides avant d'amorcer le cycle primaire. La représentante de l'Unicef, Chantal Umutoni, a souhaité que le gouvernement poursuive les efforts visant à rééquilibrer l'allocation en faveur de la petite enfance, réduire le fossé entre les dépenses liées au fonctionnement et aux investissements.

Rominique Makaya

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE





UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

Cartes de visite

Chemises à rabat

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

Un accord pour la formation des enseignants en langue allemande

Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, et l'ambassadeur de l'Allemagne, Wolfgang Klapper, ont signé, le 22 septembre à Brazzaville, un accord pour la formation des Congolais en langue allemande au Goethe-Institut basé au Cameroun. L'octroi des bourses est prévu à ce propos.



La signature de l'accord entre le Congo et l'Allemagne

« Ces échanges contribuent à redynamiser les relations bilatérales entre les deux pays, notamment dans le secteur de l'éducation et de la culture », a indiqué le diplomate allemand.

Selon le ministre Jean-Luc Mouthou, il est important pour les jeunes congolais de saisir les opportunités de formation qui s'offrent à eux. L'accord qui vient d'être signé offre, en effet, de nouvelles possibilités d'apprentissage. Le travail à réaliser dans le cadre de ce partenariat va durer quatre ans.

En rappel, Goethe-Institut, basé au Cameroun pour la sous-région d'Afrique centrale, est une structure rattachée au ministère allemand des Affaires étrangères. L'un de ses objectifs est de promouvoir la coopération avec les pays africains, entre autres, dans les secteurs culturel et éducatif. La structure assure aussi la traduction sinon l'interprétariat des films, documentaires, manuels scolaires et autres en langue allemande.

R.M.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LE GROUPE NSIA CONSOLIDE SA POSITION DE LEADER DE LA BANCASSURANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Abidjan (Côte d'Ivoire), le 22 septembre 2021 – Le Groupe NSIA renforce sa présence dans l'assurance en Afrique de l'Ouest et Centrale avec l'acquisition de quatre filiales d'assurances appartenant au Groupe Sanlam. Cette opération, soumise à la validation des autorités de tutelle de la CIMA, de la CEMAC et de la Banque Centrale de la République de Guinée, est une étape importante pour le développement du Groupe NSIA au Togo, Gabon, Congo et en Guinée.

Dans le cadre de cette stratégie de développement, le Groupe NSIA a récemment signé un accord avec le Groupe Sanlam, structuré en deux volets :

- La cession à SANLAM des filiales Vie et Non Vie de NSIA au Mali pour répondre au besoin stratégique de recentrage de couverture géographique du pôle assurances, et,
- Le rachat des quatre filiales du Groupe SANLAM qui sont :
 - L'Assurance Vie de Sanlam au Togo ;
 - L'Assurance Vie de Sanlam au Gabon ;
 - L'Assurance Non Vie de Sanlam au Congo ;
 - L'Assurance Non Vie de Sanlam en Guinée.

Déjà présent au sein de ces quatre pays, l'ensemble de ces acquisitions permettra au Groupe NSIA d'y renforcer son positionnement, son volume d'activité, ses fonds propres et d'accroître sa rentabilité. Par ailleurs, le Groupe NSIA anticipe des synergies induites par ces acquisitions. Que ce soit sur l'aspect humain, organisationnel ou métier, l'intégration des nouvelles filiales est un levier important pour le développement de l'activité assurantielle du Groupe.

Pour **Jean Kacou Diagou, Président Directeur Général et fondateur du Groupe NSIA** : « Depuis 26 ans, le Groupe NSIA met en œuvre une stratégie de développement contrôlée de ses activités. C'est ce qui nous permet de nous installer durablement dans chacun de nos pays d'implantation. Aujourd'hui, nous renforçons notre présence au Togo, au Gabon, au Congo et en Guinée. Pour l'ensemble de nos parties prenantes, cette opération est annonciatrice de perspectives prometteuses ».

Pour **B. Janine Kacou Diagou, Directeur Général du Groupe NSIA** : « Cette opération répond à deux objectifs : augmenter nos parts de marché dans des pays importants pour le développement de NSIA et renforcer notre mise en conformité avec les exigences du régulateur de la zone CIMA ».

À propos du Groupe NSIA

Le Groupe NSIA est un Groupe de services financiers qui intègre des produits et services bancaires et d'assurances présent en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Togo, en Guinée, en Guinée Bissau, au Ghana, au Nigeria, au Gabon, au Cameroun, au Congo Brazzaville, et au Sénégal. Le Groupe NSIA, est fort de 3 Banques, 3 succursales bancaires, 19 Compagnies d'Assurances, 1 Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI), 1 Société de Gestion des OPCVM, 1 société Immobilière, 1 société de courtage en réassurance, et 1 Fondation. Il compte près de 3 000 employés.

Contacts Presse

Marie-Thérèse BOUA N'GUESSAN

Directeur RH et Communication Groupe

Tél. : (225) 27 20 31 98 25

ARTS PLASTIQUES

Ségolène Guyon expose à la galerie Musée Cercle africain

Ouverte le 7 septembre dernier, l'exposition « Figures d'ici et d'ailleurs » de l'artiste peintre prendra fin le 26 septembre, au Musée Cercle africain de Pointe-Noire.

Dans son objectif de faire la promotion de l'art en général et de la peinture en particulier, la galerie Musée Cercle africain, qui s'apprête à organiser en décembre prochain la troisième édition de l'art pictural du Congo, initie des activités artistiques et culturelles qui mettent en lumière les artistes et les différentes activités menées dans divers domaines.

C'est dans cette optique que Ségolène Guyon, artiste-peintre, expose au musée Cercle africain. Elle présente les figures du monde entier, des personnes de tout âge, de toutes origines, bref un voyage à travers le monde. « Cette exposition est une incitation au voyage au travers des figures de tous horizons. 70 % des œuvres exposées ont été peintes ces deux dernières années. Ce sont des figures qui m'ont inspiré dans la mesure où j'ai eu l'impression d'être en contact avec des personnes pendant la longue période du confinement où nous étions tous isolés, chacun chez soi », a dit Ségolène Guyon.

Plus d'une soixantaine d'œuvres d'art meublent le hall d'exposition du musée Cercle



africain. Des œuvres essentiellement produites en petits formats avec une prépondérance à la monochromie quoique certaines de ces œuvres ont des fonds colorés donnant ainsi plus de profondeurs à cha-

cune d'elles. « Après avoir fait beaucoup de peinture à l'huile et de peinture à l'acrylique, j'évolue aujourd'hui plus sur les matières avec le crayon, le pastel, l'encre de Chine, le fusain, j'aime aussi

L'artiste-peintre Ségolène Guyon devant ses toiles / Adiac faire ce mélange de matières. Les collages m'ont permis de donner de la profondeur, du mystère et une histoire à chacune d'elles. C'est une évolution dans mon cheminement de création, je suis plus li-

bérée dans mes œuvres », a-t-elle ajouté.

Née en 1965 en France d'une famille d'artistes, Ségolène Guyon s'installe à Pointe-Noire en 2001. Aux côtés de l'artiste-peintre Trigo Piula, elle s'initie à la technique de la peinture à l'huile, avec des thèmes très avariés (animalier, transparence, scène d'intérieur...). En 2004, elle participe à une exposition collective d'un atelier au Centre culturel français. Sa première exposition intervient en 2006 au cours de laquelle elle va étoffer son registre avec le collage, le fusain, l'acrylique... utilisés sur ses toiles avec des thèmes comme Retour de voyage, portrait, nature morte. Récemment, elle s'est lancée dans la sculpture argile et mosaïque, un nouveau moyen pour elle de donner du relief à ses œuvres et d'élargir sa palette de compétences techniques. En 2019, elle a exposé au Musée du Cercle africain de Pointe-Noire. « L'art distingue l'être humain de l'animal, je profite de ce cadeau pour développer ma sensibilité », aime-t-elle répéter.

Hervé Brice Mampouya

FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

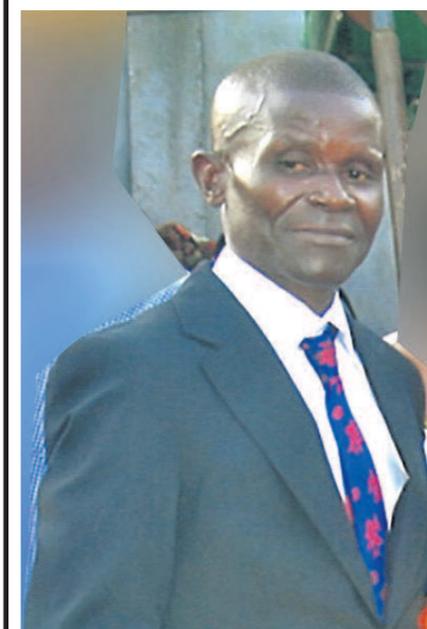
La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

✉ fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com



NÉCROLOGIE

La famille Mayembo et Batsimba Carine Bertille informent parents, amis et connaissances du décès de leur fils, frère, père et époux, Cyriaque Mayembo, alias Nguouabi, survenu le 17 septembre à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis avenue Mgr Théophile Mbemba à Makélékélé.

La date de l'inhumation sera indiquée ultérieurement.



Les familles Kombo, Decorads et Aguingo informent les parents, amis et connaissances, que l'inhumation de leur fils Tabou aguingo Yvonito décédé, le 13/09/2021, aura lieu ce jeudi 23/09/2021.

10h: levée du corps à la morgue municipale du CHU-B

11h: départ pour le cimetière Bouka

13h: retour au domicile familial à la rue Bayas sur l'avenue de la paix.

Yvonito Clair marry
TABOU AGUINGO



Poste Assistant de Développement Communautaire

Contexte et objectifs :

African Parks Network (APN) est une organisation Sud-africaine à but non-lucratif, fondée en 2000, en réponse au déclin de nombreuses aires protégées et de la biodiversité qu'elles préservent. Aujourd'hui, APN est responsable de la gestion de 19 Parcs, répartis dans 11 pays africains.

En 2010, le Gouvernement du Congo et APN signaient un accord de Partenariat Public-Privé (PPP) de 25 ans, renouvelé en 2020, afin d'appuyer la gestion durable du Parc National Odzala-Kokoua (PNOK) et du Sanctuaire de Gorilles de Lossi (SGL). Créé en 2001, le PNOK Le Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK), couvre une superficie de 1.354.600 hectares. Il comprend plus de 100 clairières, accueille de nombreuses espèces protégées et permet la subsistance des populations des 12 000 personnes localisées dans sa périphérie proche.

Le Service Développement Communautaire fait partie de l'unité de gestion du Parc et du sanctuaire. Il est chargé de mettre des stratégies permettant de mieux impliquer les communautés dans la gestion du Parc, de contribuer à leur développement socio-économique, tout en créant les conditions d'une utilisation durable des ressources du PNOK.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme ECOFAC 6, APN, et l'ONG Belge Nature+ ont signé accord de partenariat pour la mise en œuvre des activités de développement communautaires du PNOK

Le PNOK cherche un Assistant développement communautaire, familier des ques-

tions de conservation, autonome, polyvalent, tant capable de mener des animations en langue locales que de développer une réflexion dans des domaines aussi variés que l'éducation environnementale ou l'intégration du genre dans les activités de sensibilisation, et l'appui à la mise en œuvre des projets communautaires

Lieu d'affectation :

L'assistant sera basé au Quartier Général du Parc à Mbomo, avec missions fréquentes dans les villages de la périphérie.

Missions principales :

En accord avec l'organigramme du PNOK, l'assistant sera rattaché au Service de Développement Communautaire et travaillera sous la supervision du Chef de service et des Assistants techniques de l'ONG Nature+. Il sera notamment responsable d'appuyer le Service de Développement Communautaire dans des domaines variés, tels que :

- Le développement d'approches participatives et inclusives,
- La réflexion stratégique dans les domaines de l'éducation environnementale, les activités de sensibilisation des communautés périphériques et la mise en œuvre de projets communautaires ou de développement économique ou communautaire
- La vulgarisation auprès d'un public rural de thèmes liés à la conservation, à la gestion d'une aire protégée, à l'écologie d'espèces présentes dans le Parc, à la législation, aux activités du Parc et du Service, à l'implication des communautés périphériques dans la gestion du Parc,
- La production de supports de sensibilisation et d'éducation environnementale,

APPEL A CANDIDATURE

-La réalisation d'animations auprès d'enfants et adultes de zones rurales et urbaines,
-Le suivi quantitatif et qualitatif des activités menées par le service et la production de rapports d'activités.

Plus généralement, ses tâches impliqueront, sans s'y limiter :

- En appui au Chef de service, élaborer les programmes d'activité, les budgets ainsi que la logistique de déploiement des équipes,
 - Substituer le chef de service en cas d'absence,
- Il devra par ailleurs, exécuter toute autre tâche demandée par la hiérarchie.

Profil recherché

- 3 ans d'expérience antérieure au minimum, dans le domaine de la conservation ou du développement rural, ou dans une ONG de conservation, entreprise forestière ou projet de développement social
- Niveau d'éducation : Bac+3 ou équivalent, dans les domaines suivants : développement rural, géographie rurale, géographie de développement, agronomie, sociologie rurale ou de développement local, communication rurale, Foresterie sociale, conservation de la biodiversité... ou tout autre domaine connexe,
- Bonnes connaissances en gestion communautaire des ressources naturelles, en particulier au Congo, ainsi que de la législation portant sur les aires protégées,
- Maîtrise des outils informatiques de base : e-mail, pack Office, recherche internet
- Capacité à mener des enquêtes socio-économiques qualitatives et quantitatives (ex : BNS)
- Excellent niveau oral en français et à l'écrit,

en particulier dans le cadre de la rédaction de rapports

•Connaissance de la culture locale du Nord Congo et capacités de communication sociale,

Une candidature sera plus intéressante si le candidat démontre de :

- une compétence en anglais (oral),
- en logiciel de montage photo, de traitement vidéo, et une connaissance de prise photo et vidéo,
- une expérience antérieure dans une zone éloignée, avec réseaux de communication difficiles ou inexistantes,
- L'usage des langues locales présentes en périphérie du Parc (Makoua, Bakouélé, Ngaré, Mbeti, Mogom...),
- Les candidatures féminines sont largement encouragées.

Dossier de candidature

Les dossiers de candidatures comprenant un CV détaillé, une lettre de motivation et les copies des diplômes doivent être déposés au bureau de la Fondation Odzala Kokoua à Brazzaville Avenue Emile Biayenda 188 bis après la CCA, au bureau du Parc National d'Odzala-Kokoua à Mbomo ou Ouesso, ou envoyés par e-mail à l'adresse: rh.odzala@africanparks.org avec copie à: pnok@africanparks.org en indiquant la référence « 2021/ADC ».

La date limite de dépôt de candidature est fixée au 08 octobre 2021.

NB : seuls les candidats présélectionnés seront convoqués pour les interviews. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

DU NOUVEAU DANS LE TRANSPORT DES MARCHANDISES ET CONTENEURS

LA LIGNE DIRECTE

POINTE-NOIRE → QUESSO
GAMBOMA-DYO-DWANDU-MAKOUA-QUESSO

TRANSPORTEZ VOS MARCHANDISES
JUSQU'AU NORD SANS PASSER PAR BRAZZAVILLE!!

Départ:

tous les **Samédis**

Contacts

(+242) 06 702 15 25

05 311 91 99



Direction : (+242) 06 587 44 60 / 05 728 88 33

contact@oceanunord.com

www.oceanunord.com

LITTÉRATURE

Premier Prix «Émilie-Flore-Faignond»

Le jury décernera, pour la première fois, son Prix à un jeune écrivain de nationalité congolaise qui se distingue dans la littérature.

Le 24 septembre, lors d'une cérémonie spéciale en simultané entre Bruxelles (Belgique) et Kinshasa (République démocratique du Congo), l'association Bookutani récompensera le lauréat du Prix littéraire «Émilie-Flore-Faignond». Le choix se portera sur un jeune dont les efforts reconnus remarquables lui permettront d'être l'ambassadeur de la littérature congolaise.

Ce Prix a été créé à la suite du croisement d'idées entre passionnés de littérature et de l'enlancement de projets littéraires de la diaspora congolaise de la Belgique. Il honore l'œuvre et contribue à la pérennité des écrits de l'auteure et poétesse Émilie-Flore Faignond. Sa récompense est de 1 000\$ et aura une fréquence biannuelle à partir de 2022.

Les initiateurs de l'association Bookutani estiment que c'est une manière active de contribuer au développement du paysage littéraire dans leur pays d'origine. « Lire, c'est découvrir; c'est apprendre, c'est partager », estiment-ils.

À propos de l'écrivaine Émilie-Flore Faignond, rappelons qu'elle est née en 1948 à Kinshasa, d'un père Franco-Congolais de Brazzaville et d'une mère Belgo-Congolaise de Kinshasa. Ce métissage lui vaut le surnom de « la dame (ou femme) aux quatre drapeaux ». Elle écrit depuis sa plus tendre enfance et a publié plusieurs œuvres reconnues, dans des genres littéraires variés.

Marie Alfred Ngoma



VIENT DE PARAÎTRE

« À biste de nas » d'Emeraude Kouka

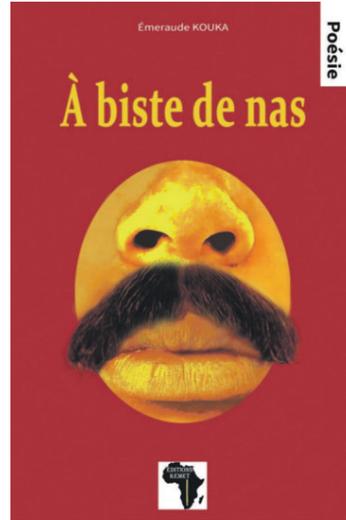
Après son tout premier recueil de poèmes «Hérésiarque toute la lyre», l'écrivain congolais vient de publier un deuxième ouvrage dans le même registre aux éditions Kemet. Il aborde une panoplie de sujets liés, entre autres, à l'évolution et aux réalités de la vie, la conscientisation de la société, la littérature africaine et la migration.

S'exprimant sur le titre de l'ouvrage, Emeraude Kouka affirme : « Je ne voulais pas faire un livre. J'écrivais mes textes au pif, sans réelle volonté de les polir. C'est un livre écrit au hasard, à vue de nez ».

Contrairement à son premier recueil «Hérésiarque toute la lyre», l'auteur fait usage uniquement de vers libres et de prose. Dans «À biste de nas», il propose des textes moins hermétiques et une syntaxe moins complexe. A ce propos, dans un de ses textes, il recourt à l'argot et au verlan pour décrire l'ambiance d'un bar.

Recueil de poèmes de plus d'une quarantaine de titres, «À biste de nas» est une œuvre corsée, tant par la diversité des thèmes qu'elle aborde que par la complexité du langage choisi par l'auteur. Bannissant l'effort de la régulière prosodie, Emeraude Kouka s'est employé à présenter des textes singuliers dont chacun allie un style, une longueur, un langage et une émotion qui lui soit propre.

« Écrire, dire par/ Tous les tours possibles/ Toute sa prose, pour/ Le meilleur et pour le vers. / Engager le mot, comme/ On embabouine, défiant toute velléité, / Une femme prude et raide. / L'acte poétique est,



avant tout, / Importunité, subornation, hasard possible », s'exprime à ce propos l'auteur à travers le titre «Désidérata», signifiant souhait ou désir. Selon sa pensée, il faut faire la cour au langage pour ressortir ce qu'il y a de plus beau.

Les premières pages du livre, avec des titres comme «Saucée», «Neuille», «Apode», «À vista de nas», l'auteur les a consacrées à peindre le plaisir de regarder la pluie tomber, le charme de la nuit et l'obscurité, la fascination pour le jour qui se lève et le quotidien à la campagne. Et,

il n'y a pas que la beauté de la nature qui lui a donné matière à écrire. L'auteur évoque également un rapport à l'amour aussi tendre que tumultueux, l'érotisme étant présenté comme un exutoire pour faire face à la mélancolie.

Par ailleurs, Emeraude Kouka s'attache à l'idée de l'irréductibilité à l'hérédité raciale du tempérament de l'écrivain. Il s'inscrit dans une démarche d'universalité de la littérature. De la même manière, dans le poème «Habibi», l'auteur exprime un refus des clivages raciaux.

Autres points abordés par l'auteur, la satire du train-train quotidien et du consumérisme, la dénonciation de la langue de bois, la dénonciation d'une politique publique qui ne profite pas à la jeunesse, la satire des violences policières et l'aventure européenne comme source d'espoir pour bien des jeunes, le refus des lieux communs et des idées toutes faites, la perte de l'innocence une fois l'âge adulte atteint.

Né à Brazzaville, en 1993, Emeraude Kouka est critique d'art. Il collabore avec de nombreux artistes plasticiens, photographes, vidéastes et danseurs.

Merveille Atipo

PONTON AWARDS 2021

La liste des nominés dévoilée

La deuxième édition de la soirée du mérite ponténégrin, dénommée Ponton Awards 2021, a lieu le 25 septembre au Rocher des Âges, à Pointe-Noire. Le comité dirigé par Gildas Bakala, président directeur général de l'agence Prescom Media, organisatrice de l'événement, a rendu publics les différents nominés dans les quatre catégories en lice cette année, au cours d'une conférence de presse animée le 20 septembre.

En compagnie de M. Loembé, responsable du pôle des activités Le Rocher des âges, site qui va abriter l'événement, et d'Armand Kani Okoko, président du jury des Ponton Awards 2021, Gildas Bakala a dévoilé les noms des différents nominés. Ce sont : catégorie excellence entrepreneuriat : Kiki Lawanda, Wilfrid Yann Jacques Junior Bouiti, Shopa Music ; catégorie modèles artistiques : Michael Gandoh, Yvon Wilfrid Lewa-let Mandah ; Catégorie excellence jeunesse : Espoir d'Ameida Nanikamba, Tony Verdes Mants Louamba ; Catégorie excellence sport : Synergie sport, école Foot Nathalys.

Contrairement à la première édition qui a eu lieu l'année dernière où le jury avait à choisir entre vingt-cinq nominés, cette année, il se prononcera sur neuf nominés d'où sortiront les quatre primés dans les quatre catégo-



La tribune lors de la conférence de presse au Rocher des âges/Adiac

ries en lice. Cela n'enlève rien le mérite et la qualité de ceux qui obtiendront le graal samedi prochain, a rassuré Gildas Bakala, eu égard à l'engouement suscité lors des votes par whatsapp lancés le 16 août dernier et qui ont pris fin un mois plus tard. En effet, pendant près d'un mois, les différents participants qui ont fait acte de candidatures et ceux proposés par l'orga-

nisation ont été présentés sur les médias locaux et sur les différentes plateformes internet mises à leur disposition par les organisateurs. Ce qui a permis au public de les connaître et de se prononcer et au jury de trancher en toute impartialité. Ainsi, le verdict qui sera rendu public samedi prochain reflète bien le mérite de tout un chacun comme le dit le crédo de

l'événement « Vos actions ne seront plus ignorées ».

Pour M. Loembé, le responsable du pôle d'activités Le Rocher des âges, son espace est prêt pour offrir aux Ponténégrins une soirée à la hauteur de l'événement avec toutes les commodités nécessaires recherchées par la clientèle.

Les Ponton Awards récompensent les personnes phy-

siques et morales évoluant à Pointe-Noire et qui se distinguent dans leurs domaines respectifs. A travers cette activité, les organisateurs veulent mettre en valeur les Ponténégrins méritants, passionnés et talentueux dans leurs domaines qui ont des idées novatrices et un impact social. Ils plébiscitent les lauréats dans cinq catégories, à savoir l'excellence entrepreneuriale (idées novatrices, impact social, passion), l'engagement jeunesse (implication dans l'orientation et la formation de la jeunesse, participation au développement), l'excellence sport (idées novatrices, impact social, passion), modèle artistique (influence positive, orientation éducative, création).

Des lauréats distingués recevront en plus du trophée et du diplôme divers dons offerts par les partenaires et sponsors de l'événement.

Hervé Brice Mampouya

SAISON 2021-2022

Le ministère des Sports prône l'amélioration des résultats

À l'occasion de la clôture officielle le 22 septembre à Brazzaville de la saison 2020-2021, le ministère des Sports a demandé aux fédérations sportives nationales de mettre en place un système de gouvernance permettant de redorer le blason du sport congolais.

« Malgré la conjoncture économique difficile, notre pays consacre des sommes importantes pour permettre à nos sportifs de participer à de nombreuses compétitions. Cependant, les résultats attendus ne sont toujours pas au rendez-vous », a déploré Charles Makaya, directeur de cabinet du ministre des Sports.

Il a insisté, par ailleurs, sur le sens du partenariat stratégique annoncé par Hugues Nguélondele pour le compte de l'Olympiade 2021-2024. « A cet effet, la direction générale des Sports a été instruite pour des échanges avec les fédérations sportives nationales en vue de la conclusion de contrats d'objectifs et de performance pour la saison 2021-2022 », a-t-il rappelé.

Charles Makaya a invité les organes techniques du ministère que sont les fédérations à faire leur bilan de la saison sportive écoulée pour mieux se projeter sur la saison 2021-2022,



Un match de football au stade Massamba-DébatDR

dans la perspective de nombreuses compétitions continentales et internationales à venir.

Signalons que la saison a été marquée par le renouvellement des instances dirigeantes des fédérations, raison pour laquelle le bilan de certaines d'entre elles n'a pas été à la hauteur.

« A la pétanque, nous avons restructuré des ligues dans six départements et y avons organisé les championnats. Nous les avons bouclés en août comme prévu par le ministère par faute de moyens couplé au manque de temps et aussi des partenaires qui n'ont pas répondu à notre appel. Nous n'avons pas pu organiser le championnat national. La saison prochaine, nous allons corriger nos erreurs afin d'atteindre nos objectifs », a commenté Jerry Pingana, président de la Fédération congolaise de sports de boules.

James Glden Eloué

CONGRÈS MONDIAL DES ÉCRIVAINS DE LANGUE FRANÇAISE

Plus d'une trentaine d'auteurs attendus à Tunis

Les acteurs du livre de cinq continents (romanciers, poètes, essayistes, écrivains...) représenteront la littérature en langue française, au Congrès mondial des écrivains de langue française, les 25 et 26 septembre 2021, à la Cité de la Culture de Tunis. L'événement se déroulera en présentiel et en visioconférence.

Le Congrès mondial des écrivains de langue française est organisé par l'association Étonnants Voyageurs, en partenariat avec le ministère des Affaires culturelles tunisien, les ministères de la Culture français, de l'Europe, des Affaires étrangères, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Institut français de Tunisie. Celui-ci s'inscrit dans le cadre des « Etats généraux du livre en langue française dans le monde », qui se tiendront à Tunis, les 23 et 24 septembre 2021. Il représente le deuxième grand rendez-vous en amont du sommet de la Francophonie, prévu en novembre prochain, à Djerba, en Tunisie.

Au centre de deux jours de rencontre, les hôtes de cinq continents aborderont les questions de la langue, de l'identité, de l'importance du réseau francophone dans le monde, son impact positif sur chacun des pays représentés en vue de proposer, dans leur diversité et le respect de leur sensibilité, une vision renouvelée sur l'état de la langue et sa vitalité. Aussi, les lectures, débats et cafés littéraires se feront également en présentiel et en visioconférence.

Sont invités : Alain Mabanckou (Congo/France), Abigail Assor (Maroc), Maïssa Bey (Algérie), Pascal Blanchard (France), Velibor Colic (Bosnie), Kamel Daoud (Algérie), Rachel Khan (France), Yvon Le Men (France), Yamen Manaï (Tunisie), Achille Mbembe (Cameroun), Grégoire Polet (Belgique), Emmelie Prophète (Haïti), Sylvain Prudhomme (France), Boualem Sansal (Algérie), Sami Tchak (Togo), Beata Umubyeyi Mairesse (Rwanda/France).

Le congrès mondial des écrivains de langue française a été initié en 2019 par Leïla Slimani et feu Michel Le Bris.

Rosalie Bindika

MUSIQUE

DJ Chris- Wayne et Arafat 23 500volts chantent «Elengui»

Le nouveau maxi single de DJ Chris-Wayne, intitulé « Elengui », a été lancé officiellement en début de semaine sur les chaînes de télévision et plateformes de téléchargement. C'est une autoproduction de l'artiste musicien.

Après le maxi single « Pananawé », DJ Chris- Wayne, de son vrai nom Chris Junior Fidèle Mouzabakani, vient de lancer un maxi single intitulé « Elengui ». Cet opus contient deux titres, dont une rumba portant le titre éponyme «Elengui» et un générique sous le titre «Le goût de ça» qu'il a chanté et animé avec l'ancien prestataire de l'orchestre Extra musica zangul, Arafat 23 500 volts d'animation.

Dans la chanson rumba intitulée «Elengui» qui veut dire en français «le plaisir», DJ Chris- Wayne parle du plaisir que procure la femme lorsqu'elle reçoit les biens en provenance de son amant. Ce qui la pousse à dire à son partenaire « tu es extraordinaire. Elengui makasi. Je suis comblée de plaisir », explique l'artiste musicien. Quant au générique «Le goût de ça», c'est de l'ambiance dans une boîte de nuit (le nightclub). Ambiance qu'il a répercutée à travers la chanson avec son collègue Arafat 23 500 volts d'animation.

Après son lancement officiel, l'artiste a informé tous les mélomanes de la bonne musique que le maxi single est disponible dorénavant sur toutes les plateformes de téléchargement. « Je viens de lancer officiellement le maxi single Elengui par la diffusion des clips dans les chaînes de télévision de la place au Congo. C'est une autoproduction, et je cherche un distributeur pour le mettre en support disk compact (CD) », a-t-il déclaré.



DJ Chris-Wayne et Arafat 23 500 volts d'animation au studio/DR

Il a souligné que c'est avec le concours des Yokohama et Bac's record Eddy Ross BTZ qu'il a enregistré ce maxi single et réalisé les clips. Le studio Yokohama a fait la rumba «Elengui» et Bac's record s'est occupé du générique «Le goût de ça». Quant aux sons, DJ Chris- Wayne a indiqué qu'il les a faits au studio Bac's record, suivi du mastering à Yokohama. S'agissant de la promotion de ce maxi single, outre sa diffusion partout à travers les médias et autres lieux d'animation, DJ Chris- Wayne invite tous ceux qui aiment la bonne musique à lui contacter pour d'éventuelles prestations. Il se dit à la disposition des producteurs et distributeurs pour lesquels il lance un vibrant appel.

Ayant pour but de devenir un grand parmi les grands, DJ Chris-Wayne dit aimer la musique. « J'aime la musique. A l'époque, mes amis m'appelaient par disk jockeys (DJ), pourtant je ne m'y intéressais pas, mais curieuse-

ment je le suis devenu avec le temps jusqu'à devenir auteur compositeur des chansons et faire des studios, à l'instar de ce nouvel opus. J'en profite de l'occasion pour remercier le PDG Hervé Ngoma de Genève club, Janel Koubemba, Vianney Cartel, Mozart Santé, Bondji, Soraya intime, Dorcas Tsoumou, Yokohama et Eddy Ross pour leur soutien multiforme sans lequel ce maxi single ne serait pas rendu disponible », a-t-il fait savoir.

Signalons que c'est en 2010 que DJ Chris- Wayne a enregistré sa première chanson intitulée «Centenaire», suivie de «Tu vas te blesser». Il aurait fallu attendre 2012 pour qu'il chante «La chicha», une chanson qui lui a hissé sur la scène musicale jusqu'à faire de lui ce qu'il est devenu aujourd'hui. Au regard de ce succès, Chris-Wayne a été amené à créer en 2016 son propre groupe dénommé African music stars ou Les stars de la musique africaine.

Bruno Okokana